## Communiqué de presse du Fonds d'Equipement Communal au titre du 2<sup>ème</sup> trimestre 2023

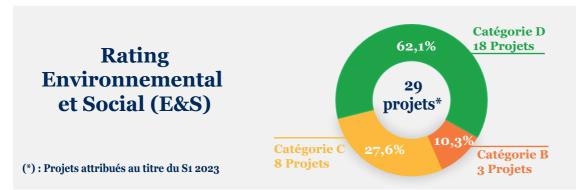




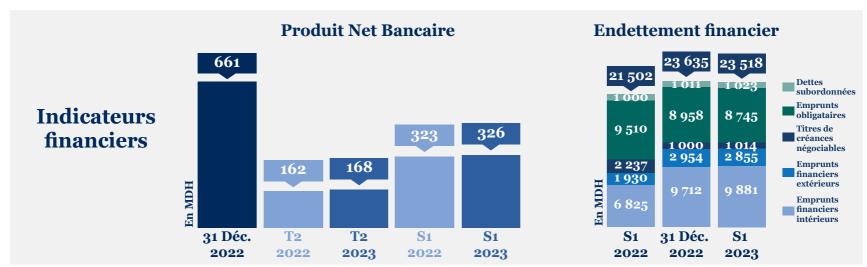
Au titre du S1 2023, les engagements de prêts ont enregistré une hausse de près de 72% par rapport au S1 2022, pour atteindre plus de 3,1 MMDH. Cette évolution significative, à caractère exceptionnel, est liée essentiellement à l'engagement de deux prêts pour le financement d'un projet stratégique d'intérêt national, visant à lutter contre le stress hydrique et à atténuer les impacts liés au changement climatique.

De leur côté, les décaissements de prêts se sont établis à plus de 1,8 MMDH au titre du S1 2023, en hausse de près de 41% par rapport au S1 2022, et ont contribué au financement de plusieurs projets portés par les Collectivités Territoriales, dont notamment la réalisation du projet stratégique précité. Ces financements ont également porté sur la réalisation de projets d'infrastructures routières, d'aménagements urbains, d'équipements socioculturels et sportifs ainsi que d'établissements dédiés à l'enseignement et à la santé.

A travers ces nouveaux financements, les créances sur la clientèle ont atteint plus de 26,5 MMDH au 30 juin 2023, soit une hausse de près de 3% en glissement annuel, portées par les Conseils Régionaux qui représentent une part de près de 40% à fin juin 2023, contre 9% en 2015, confirmant ainsi leur montée en puissance au cours des dernières années, grâce à l'intensification de leurs projets d'investissement, notamment dans le cadre de la mise en œuvre de la régionalisation avancée.



Les résultats du rating E&S portant sur les 29 projets attribués au titre du S1 2023 démontrent le niveau maîtrisé des risques E&S des projets évalués, dès lors que la majorité de ces projets sont classés dans les « Catégories D ou C », soit près de 90%, et présentent des risques minimes et facilement maîtrisables.



Au terme du S1 2023, le PNB s'est établi à 326 MDH, en légère hausse par rapport à celui enregistré à fin juin 2022, et ce, malgré un contexte marqué par le renchérissement du coût de refinancement de l'Institution sur les marchés national et international, en lien avec le resserrement des politiques monétaires, qui n'a pas été répercuté dans son intégralité sur les taux appliqués aux prêts accordés à la clientèle dans le cadre de la nouvelle production.

Les données du présent communiqué sont non-auditées.

www.fec.ma